

**Conférence générale**

Vingt-neuvième session
Document d'information

Генеральная конференция

Двадцать девятая сессия
Информационный документ

inf

Paris 1997

General Conference

Twenty-ninth Session
Information document

المؤتمر العام

الدورة التاسعة والعشرون
وثيقة إعلامية

Conferencia General

29ª reunión
Documento de información

大会

第二十九届会议
资料性文件

29 C/INF.13

24 octobre 1997

Original anglais/français/
espagnol

Allocution prononcée

par

M. Federico Mayor

Directeur général

de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à la cérémonie d'ouverture de la vingt-neuvième session de la Conférence générale

UNESCO, 21 octobre 1997

"... Il est de l'intérêt de tous les pays du monde, du Nord comme du Sud, de léguer aux générations futures un monde plus sûr et plus juste." Ces mots, qui résument si bien le message qui est au coeur du système des Nations Unies, ont été prononcés par Clare Short, secrétaire d'Etat au développement international, à l'occasion du retour du Royaume-Uni au sein de l'UNESCO, en juillet 1997. A propos de cet heureux événement, le Secrétaire d'Etat a déclaré : "Nous nous réjouissons beaucoup de pouvoir collaborer étroitement avec des pays dont nous n'avons peut-être pas été aussi proches dans le passé récent". La fonction de l'UNESCO est précisément celle-ci : encourager toutes les nations et tous les peuples à oeuvrer ensemble à la réalisation de notre but commun, et leur en donner les moyens ; rapprocher, dans un esprit de compréhension mutuelle, ceux qui ont été séparés, souvent à la suite d'un simple malentendu. Cet exemple nous ramène à l'essence même du rôle intellectuel et éthique de l'UNESCO.

S'il est vrai que le système des Nations Unies tout entier est porteur d'un même et unique message, c'est néanmoins à l'UNESCO qu'il incombe de donner à ce message sa résonance intellectuelle. C'est à l'UNESCO qu'il appartient de clarifier, d'actualiser et de reformuler ses fondements éthiques. Pour reprendre les termes employés il y a un peu plus de 40 ans par le grand homme d'Etat Nehru devant la Conférence générale, "l'UNESCO s'efforce d'exprimer la conscience de la communauté mondiale", de même que l'ONU en exprime la volonté politique. La conscience de l'humanité doit être invoquée quand de vieilles injustices continuent d'être perpétrées et que des problèmes nouveaux exigent des réponses nouvelles. Le rôle éthique de l'UNESCO est à la fois permanent et en évolution constante.

Monsieur le Président de la Conférence générale, Monsieur le Président du Conseil exécutif, Mesdames, Messieurs les ministres, les délégués, les observateurs, Excellences, Mesdames, Messieurs, c'est pour moi une grande joie de vous accueillir tous dans la Maison de l'UNESCO, une maison qui est désormais celle de 186 Etats membres et dans laquelle j'espère sincèrement que chacun de ceux qui sont réunis ici aujourd'hui se sentira vraiment chez lui, qu'il soit membre de la famille de l'UNESCO ou non, qu'il soit un nouveau venu ou un ancien. Je tiens à souhaiter tout particulièrement et chaleureusement la bienvenue au Royaume-Uni, qui a réintégré l'Organisation, et à la République de Nauru qui vient d'adhérer à l'UNESCO. Je salue aussi les Etats non membres qui, comme le veut la coutume, ont été invités à envoyer des observateurs à la Conférence générale. Je veux espérer que les obstacles budgétaires à leur retour pourront être surmontés bientôt, de façon que les voeux exprimés par le Président des Etats-Unis, Bill Clinton, en novembre 1995, lors du cinquantième anniversaire de l'Organisation, puissent être exaucés.

Je saisis cette occasion pour dire ma reconnaissance particulière à M. Krogh, président de la Conférence générale, dont le mandat s'achève aujourd'hui, mais dont la grande sagesse, l'ouverture d'esprit et le souci constant de l'équilibre dans la discussion comme dans l'action resteront un modèle pour nous tous. Je voudrais aussi remercier tout particulièrement M. Tidjani Serpos, président du Conseil exécutif, qui a rempli - et continuera de remplir

pendant toute la durée de la Conférence générale - ses fonctions avec une sagesse, une sagacité et une rigueur admirables, ainsi qu'avec esprit et compréhension. Il est pour le Directeur général un merveilleux partenaire.

Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil exécutif, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs, lorsque nous avons perdu deux de nos membres - les Etats-Unis et le Royaume-Uni - nous avons évidemment perdu une part considérable de notre budget. Malgré tous nos efforts pour limiter cet effet, nous avons aussi perdu, inévitablement, une partie de nos possibilités d'action. Mais une perte incomparablement plus grave a été le fait que ces pays ont cessé de participer à l'effort collectif visant à atteindre les buts et les objectifs de l'Organisation. C'est en cela qu'a résidé notre plus grande perte, une perte qui a affaibli le rayonnement du message éthique et intellectuel de l'UNESCO. Comprenez-moi bien : rien ne saurait diminuer la vérité et la valeur du message lui-même. Les enseignants, les écrivains, les scientifiques, les artistes, les chercheurs, les techniciens et les journalistes des Etats non membres ont toujours participé et participeront toujours à nos activités. Mais pour être une force mobilisatrice et un catalyseur, capable de transformer les idées en actes et d'emporter l'adhésion de chaque génération nouvelle, ce message a besoin du soutien ferme et résolu de toutes les nations du monde. Il doit s'appuyer sur une volonté politique au plus haut niveau : celui des gouvernements. Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que le monde ne peut se permettre de perdre.

C'est pourquoi nous nous réjouissons du retour du Royaume-Uni parmi nous. Ce que l'UNESCO y gagne - ce qu'elle gagnera très bientôt je l'espère, au retour des Etats-Unis - c'est beaucoup plus que l'apport, au demeurant très apprécié, d'une somme exceptionnelle de compétences, d'idées et d'expérience. Par son retour, le Royaume-Uni réaffirme sa foi dans l'oeuvre et dans les buts de l'Organisation. Il donne une impulsion nouvelle aux efforts que nous déployons pour combler l'écart entre l'idéal de l'UNESCO et la réalité du monde actuel. Par sa vision politique novatrice, le nouveau gouvernement britannique a enflammé les imaginations à travers le monde entier. Une vision nouvelle est une source d'inspiration. La confiance est contagieuse. Quand elle reflourit, chacun s'en trouve revigoré et l'inertie recule. Si nous avons foi dans le pouvoir des pays du monde de faire de l'idéal de l'UNESCO une réalité, chaque nation pourra dire, à l'instar du Premier ministre britannique M. Tony Blair parlant de son but pour le Royaume-Uni : *"Nous pouvons faire de notre pays le meilleur endroit où vivre, le meilleur endroit où élever ses enfants, le meilleur endroit où mener une existence épanouissante, le meilleur endroit où vieillir"*.

Le monde actuel - cela n'a jamais été aussi clair - se caractérise - par la nature planétaire de ses problèmes, qui exigent une action à l'échelle du globe, coordonnée par des organisations internationales de caractère mondial comme l'UNESCO. Souvent les solutions devront être locales et spécifiques. Mais, même alors, il est crucial pour les trouver et les mettre en oeuvre, que tous ceux qui peuvent y contribuer unissent leurs efforts à l'échelle mondiale. Les incendies qui ont ravagé l'Asie du Sud-Est illustrent on ne peut plus clairement notre interdépendance et l'interconnexion qui caractérise notre planète. Cette catastrophe prouve une fois de plus que les crises écologiques ne connaissent pas de frontières. Aussi bien l'application des normes de protection de l'environnement ne doit-elle pas non plus s'arrêter aux frontières. Une autre catastrophe naturelle se profile peut-être puisqu'il est confirmé que le phénomène météorologique qu'on appelle *El Niño* se manifeste à nouveau et ce plus tôt que prévu. Ce phénomène risque de perturber gravement le climat de vastes régions du globe. La coopération scientifique et les mesures de prévention doivent, elles aussi, transcender les frontières.

En l'absence d'alliances internationales, nous sommes démunis, aujourd'hui, pour affronter les catastrophes naturelles et celles causées par l'homme. Nous sommes démunis pour défendre notre environnement. Nous sommes démunis, sans de telles alliances, pour lutter contre le trafic de drogue et la toxicomanie, contre la violence, le terrorisme, la maltraitance des enfants, l'exploitation sexuelle des jeunes et leur exploitation par le travail. Par un triste paradoxe, nous sommes prêts à défendre nos frontières mais non notre dignité. Les alliances entre les médias telle celle qui a permis l'adoption de la Déclaration de Puebla montrent que la presse **peut** se mobiliser contre la violence. L'UNESCO fait tout ce qui est en son pouvoir pour accroître la capacité de prévision des crises mondiales et de réponse rapide à ces crises. Depuis la dernière session de la Conférence générale, nous nous sommes notamment efforcés d'augmenter la capacité d'anticipation en créant une Unité de la prévention des catastrophes. Face au risque planétaire, les réponses techniques et organisationnelles sont multiples, mais toutes doivent reposer sur l'éthique de la solidarité mondiale. Nous devons oser, oser nous sentir concernés, oser partager, oser aimer.

(Le Directeur général poursuit en français)

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Faisons un effort de mémoire. Quel visage offrait la planète en 1945 ? Au Nord, des ruines, l'année zéro, un climat sombre d'après-guerre. Au Sud, la domination coloniale, déjà la révolte pour l'émancipation, une atmosphère bien souvent d'avant-guerre. C'est à cette civilisation des armes que les fondateurs de l'UNESCO ont décidé d'opposer les armes de la civilisation. Une idée simple mais lumineuse les éclairait : édifier la paix dans l'esprit des hommes par l'éducation, la science, la culture et la libre circulation des idées par le mot et par l'image - bref par la communication entre les êtres humains.

Pour reprendre le mot prophétique de Paul Valéry, ils entendaient bâtir, à côté de la Société des nations, une société des esprits. Mais ils liaient strictement cette fonction de forum international - "encourager la coopération dans toutes les branches de l'activité intellectuelle" - aux buts éthiques que s'assignait la communauté mondiale : la paix, la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité et sa prospérité commune, la liberté et la justice.

Institution intellectuelle du système des Nations Unies, l'UNESCO est investie depuis sa création d'une mission éthique. Il s'agit de préserver et de transmettre le patrimoine scientifique, naturel, culturel, mais aussi symbolique et spirituel, c'est-à-dire l'ensemble des valeurs communes fondamentales, peu nombreuses au demeurant, qui sont, dans toutes les cultures et à travers toutes les époques, l'honneur et le signe distinctif de l'humanité.

L'UNESCO doit dénoncer le scandale, d'où qu'il vienne, où qu'il éclate, quelque forme qu'il prenne. L'UNESCO doit avoir le courage d'élever la voix et d'agir. Elle doit avoir à coeur de ne pas tolérer l'intolérable. Cette mission me paraît aujourd'hui plus actuelle, plus urgente que jamais, et j'attends beaucoup, à cet égard, de la vingt-neuvième session de la Conférence générale, qui peut prendre des décisions déterminantes pour l'avenir de l'humanité. L'UNESCO peut et doit agir sur le monde - par la force des idées et surtout par la vertu de l'exemple. Nous avons le mandat, nous avons l'expérience, nous tenons l'occasion : je compte que nous aurons aussi la volonté.

Nous devons préparer le XXI^e siècle. Dans à peine trois ans, le monde entrera dans le troisième millénaire. Il nous faut penser, dès à présent, l'UNESCO du futur, il nous faut édifier cette Organisation de l'avenir, parce que le XXI^e siècle frappe déjà à la porte de l'UNESCO. L'UNESCO va devenir une organisation de plus en plus prospective, car l'Internet, c'est déjà le XXI^e siècle ; la protection du génome humain, c'est déjà le XXI^e siècle ; l'essor croissant des "cultures hybrides", pour citer Néstor García Canclini, l'irruption des "cultures virtuelles" c'est déjà le XXI^e siècle ; l'éducation des adultes tout au long de la vie, comme nous venons de le décider à cette grande réunion novatrice de Hambourg, c'est déjà le XXI^e siècle ; la révolution de l'efficacité écologique et énergétique, c'est déjà le XXI^e siècle.

Le développement est aujourd'hui en danger. A notre porte frappent la pauvreté et l'endettement, l'exclusion et la discrimination, la dégradation continue de l'environnement, l'exploitation et la persécution, la marginalisation des populations, surtout indigènes, le scandale de la famine, l'analphabétisme et l'intolérance, la violence et la guerre, l'instabilité sociale, et aussi la menace de l'apartheid social et de l'apartheid urbain, auxquels nous devons aujourd'hui faire face après avoir surmonté l'apartheid racial et applaudi cette fabuleuse transition d'un pays dans lequel il était chaque jour une offense à la dignité humaine ; apartheid social, apartheid urbain qui risquent de saper la base de la démocratie et qui constituent l'héritage négatif, le legs empoisonné, que nous ne devons en aucun cas transmettre à nos successeurs.

Pouvons-nous accepter que dans les pays les moins avancés, près d'un tiers des habitants n'atteignent pas l'âge de 40 ans, comme c'est le cas aujourd'hui, ou que 20 % des habitants de la planète se partagent 1,1 % du revenu mondial ? "Sans développement social parallèle", a dit récemment James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, "vous n'aurez pas de développement économique satisfaisant".

La réponse au défi de la pauvreté passe par le partage, qui se situe pour moi au coeur de notre mission, le devoir de partage n'étant qu'un avatar du devoir de solidarité, cette "solidarité intellectuelle et morale de l'humanité" qui, seule, aux termes du Préambule de l'Acte constitutif, peut servir de base à une paix véritable et durable.

Je me réjouis de l'appel lancé récemment par M. Gordon Brown, chancelier de l'échiquier du Royaume-Uni, pour un accord global, d'ici à l'an 2000, en faveur de l'allègement de la dette pour les pays pauvres. D'autres pays se sont également exprimés dans ce sens. La charge de cette dette, aujourd'hui, est extrême. Elle pèse d'un poids disproportionné sur les plus pauvres, et entrave l'investissement des pays les plus démunis dans l'éducation, la science, la culture, les infrastructures du développement humain, c'est-à-dire à leur investissement dans l'avenir, dans les générations futures. C'est à cet égard, Mesdames et Messieurs, que je veux saluer l'effort de quelques pays qui, comme le Brésil, ont dépassé le seuil de 6 % du produit intérieur brut consacré à l'éducation, que l'UNESCO avait recommandé d'atteindre en l'an 2000, dans le cadre de son action en faveur de l'éducation pour tous tout au long de la vie. Le Président Fernando Enrique Cardoso a dit que le Brésil n'a qu'un moyen d'assurer son développement social et économique, l'éducation de son peuple, et le jour même de cette déclaration, dans un nouvel effort, le Parlement de ce grand pays consacrait 460 millions de dollars à l'amélioration de l'enseignement.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Notre devoir est de penser à l'avenir, c'est-à-dire avant tout aux générations futures. Le partage doit s'exercer non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps. La question qui se pose aujourd'hui à la Conférence générale est à mes yeux simple : que voulons-nous transmettre à nos enfants ? L'espoir d'un avenir meilleur ou la pauvreté chronique ? Des chances pour tous, ou la détresse pour un quart ou un tiers de l'humanité ? Un environnement porteur de vie, ou une planète non viable ?

L'éthique du futur, c'est la responsabilité cruciale des générations présentes envers les générations futures. L'éthique du futur, ce n'est pas l'éthique au futur, remise aux calendes grecques ; c'est l'éthique du temps, qui embrasse le passé, le présent et l'avenir. Il nous faut dès à présent jeter les bases de cette éthique, sans laquelle nous ne pourrions construire la paix et le développement au XXI^e siècle. Partout, l'homme d'aujourd'hui s'arroge des droits sur l'homme de demain, et nous commençons à nous apercevoir que nous sommes en train de compromettre l'exercice, par les générations futures, de leurs droits humains dans toute leur plénitude. D'où la création du Comité international de bioéthique de l'UNESCO. D'où la proposition, à la présente session, d'une Déclaration sur la protection du génome humain, premier texte universel normatif dans le domaine du vivant, qui revêt à mes yeux une importance morale, technique et symbolique vraiment extraordinaire. D'où le projet de Déclaration sur la responsabilité des générations présentes envers les générations futures, qui pourrait constituer, je crois, le début d'une véritable prise de conscience à l'échelle internationale débouchant sur des initiatives concrètes.

Je le disais tout à l'heure, je vais y revenir maintenant. Si les enjeux éthiques de la génétique sont évidents, il n'en va pas de même d'autres aspects du patrimoine commun de l'humanité que nous avons le devoir de préserver et de transmettre : patrimoine scientifique - la connaissance -, patrimoine naturel, patrimoine culturel, mais aussi et surtout patrimoine axiologique, c'est-à-dire l'ensemble des valeurs, peu nombreuses au demeurant, qui font, dans toutes les cultures et à travers toutes les époques, la grandeur de l'homme et la force de l'humanisme.

Il convient donc de ranimer quelques valeurs communes fondamentales. D'une part, dénoncer les scandales, qu'ils s'appellent exploitation d'enfants, commerce de drogues, production de mines antipersonnelles ou perversion criminelle d'une croyance religieuse qui, comme toutes les croyances, est basée sur l'amour. Oui, dénoncer, mais surtout agir pour prévenir. A la base de cette action, l'UNESCO doit diffuser et donner corps à ces valeurs qui ont nom dignité, liberté, égalité, justice, solidarité.

Ces valeurs, Mesdames et Messieurs, ont été lentement et douloureusement forgées, à force de luttes, de souffrances, de prison et de sacrifices. Elles font partie d'un passé commun qui nous enracine et nous permet de nous projeter. Le grand risque que nous courons, c'est d'oublier le passé, pas de nous en souvenir. En effet, que serait l'éthique sans la mémoire ? Elle serait une exigence désincarnée. Que serait l'éthique sans la possibilité de comparer ? Un absolu arbitraire. Ce sont bien les valeurs de l'éthique humaine qui nous ont donné, et nous donneront, la force de trouver l'unité dans la diversité. Voilà pourquoi, dans le cadre de la "veille éthique" qui résume la mission de l'UNESCO, véritable tour de guet, il me semble si important que nous célébrions ensemble avec éclat le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Comme vous le savez, c'est précisément dans le cadre du respect de ses dispositions que s'inscrit la future Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, et en particulier de l'article 26 de la Déclaration, qui nous dit que l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous, mais en fonction du mérite de chacun.

A sa vingt-neuvième session, la Conférence générale va pouvoir s'engager, dans les divers domaines de compétence de l'UNESCO, sur un nouveau chemin pour mieux défendre cette éthique - éthique des valeurs, éthique de notre patrimoine naturel, éthique de notre patrimoine culturel.

Quelle meilleure preuve de la nécessité de cette éthique, que la remise en cause des acquis de Rio de Janeiro à laquelle nous venons d'assister voici quelques mois à peine ? L'Action 21 est, pour l'essentiel, restée lettre morte et "Rio + 5", à bien des égards, a été "Rio - 5". Il importe de vaincre l'apathie soulignée par la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies "Rio + 5" et de raviver et mettre énergiquement en oeuvre les décisions prises à Copenhague en matière de développement social. Plus que des décisions, ce sont des engagements qui ont été pris à Copenhague. Nous nous sommes engagés ; nous devons maintenant agir. Il nous faut honorer notre promesse.

Le Projet de programme et de budget soumis à votre examen à cette vingt-neuvième session prévoit de multiples moyens de mettre en valeur cette fonction éthique de l'Organisation. A titre d'exemples, je citerai la célébration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la tenue de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, la publication du Rapport mondial sur la culture ou la mise en place d'un Forum permanent de réflexion sur les diverses incidences du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

L'historien grec Thucydide disait : un dirigeant politique ne doit pas avoir seulement les mains propres, il doit aussi avoir les yeux propres. Rendre à notre regard son acuité et sa clarté premières - oserai-je dire sa clairvoyance - n'est-ce pas là une nécessité pour l'UNESCO ?

Je l'ai dit, Mesdames et Messieurs, à la Conférence de Rio sur l'éthique du futur que j'ai inaugurée avec le Ministre de la culture du Brésil, M. Francisco Weffort, nous sommes pris dans le vertige de l'immédiat, nous sommes soumis à la tyrannie de l'urgence, nous ne prenons pas le temps d'élaborer des actions construites ou d'en envisager les conséquences. Nous sommes embarqués, sans freins et sans visibilité, dans l'aventure du futur.

Pourtant, plus une voiture roule vite et plus ses phares doivent porter loin. La sagesse du marin doit nous servir de guide : "Il n'est jamais de bon vent pour qui ne sait où il va". Prévoir pour prévenir, prévenir pour construire, voilà l'objectif que l'UNESCO se doit de poursuivre. Car, comme le disait Léonard de Vinci, "ne pas prévoir, c'est déjà gémir".

L'anticipation et la prévention, la réflexion et l'action prospectives, sont des priorités majeures de la Stratégie à moyen terme adoptée en 1995 par la Conférence générale. Constituer un forum d'anticipation scientifique, intellectuel et éthique qui fraye les voies du XXI^e siècle, tel est désormais notre cap. C'est pourquoi, en accord profond avec les orientations adoptées par les Etats membres, je présente à cette session un rapport sur les mesures que j'ai prises et sur les propositions que je vous soumetts dans le domaine de l'anticipation et de la prospective, en vue de les renouveler et de les renforcer (doc. 29 C/INF.9).

L'UNESCO doit donc se tourner résolument vers les défis du XXI^e siècle, vers l'avenir, parce que ses domaines de compétence - éducation, science et technologie, culture, communication et information - sont de toute évidence les atouts maîtres du développement au XXI^e siècle. Parce que la grande transformation en cours modifie rapidement ces domaines de compétence, qui tendent à multiplier leurs liens, voire à converger. Parce qu'il y va de la survie de notre Organisation en un temps où la routine est mortelle. L'UNESCO doit être en permanence un forum de réflexion prospective. Dans cette perspective, l'Unité d'analyse et de prévision - qui est notre unité de prospective - a organisé, en septembre dernier, la première réunion du cycle des *Entretiens du XXI^e siècle* avec Stephen Jay Gould et Edgar Morin. Le succès éclatant de cette rencontre me paraît exemplaire : il démontre qu'il y a bien une demande pour le développement de la prospective dans tous les domaines intellectuels et scientifiques - et cette demande, qui est aussi une demande de sens, l'UNESCO doit en tenir compte en continuant de renforcer dans son programme l'anticipation, la prospective et la fonction de veille intellectuelle.

Si les domaines de compétence de l'UNESCO sont la clé du futur, il faut investir dans ces domaines de compétence, et je me réjouis des efforts remarquables fournis par les neuf pays en développement les plus peuplés en faveur de l'éducation de base. Plusieurs de ces pays, je le disais tout à l'heure, ont déjà dépassé ce seuil de 6 % du PIB consacré à l'éducation 6 comme nous nous en sommes récemment réjouis à Islamabad 6 ou sont sur le point de le franchir. L'éducation pour tous est la clé de l'apprentissage de la démocratie et des droits de l'homme, et donc du respect de la dignité humaine. L'éducation pour tous tout au long de la vie, c'est le maître-pilier sur lequel l'UNESCO entend bâtir, dans l'esprit des hommes et des femmes, la paix, la justice, la liberté. C'est sauver la vie de chaque individu qui est absolument, exceptionnellement important ; ce doit être notre objectif si nous voulons vraiment que chacun soit maître de son destin, que chacun puisse faire face aux grandes transformations en cours et assumer ses responsabilités envers ses enfants et les enfants de ses enfants.

Or, il suffit de peu pour faire beaucoup. Selon le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD, il suffirait pour les pays en développement de réorienter 4 % de leurs dépenses militaires "pour réduire de moitié l'analphabétisme des adultes, rendre l'enseignement primaire universel, et donner aux femmes un niveau d'éducation équivalent à celui des hommes". Comme l'a souligné le Secrétaire général du Sommet de la ville, "Habitat II", M. Wally N'Dow, "les ressources existent pour procurer un toit, une eau salubre, et des équipements sanitaires de base, pour un coût inférieur à 100 dollars par personne, à chaque homme, à chaque femme, et à chaque enfant de cette planète". C'est grâce à de tels investissements dans le développement et la sécurité humaine qu'un jour les armes se tairont face aux bulletins de vote, et que la force de la raison l'emportera définitivement sur la raison de la force.

"If the people begin to act, the leaders will follow" : je me souviens de cet autocollant sur le pare-choc d'une voiture à Atlanta, qui m'a rappelé qu'en unissant nos forces et en créant des synergies, nous pouvons changer le monde. C'était le message de Martin Luther King, c'était le message du Mahatma Gandhi, le message de Mère Teresa, celui des pères fondateurs des Nations Unies et de l'UNESCO. C'était le message de tous les directeurs généraux qui m'ont précédé et, j'en suis convaincu, ce sera celui de mon successeur. Car l'avenir qu'on remet à plus tard, c'est l'avenir refusé : "the future delayed is the future denied".

La participation de chacun, la responsabilité des citoyens, sont le plus sûr moyen de commencer à bâtir un avenir de vie, fondé - comme le souhaitait Martin Luther King, comme le voulaient tous ceux qui partageaient sa vision - sur la confiance et la capacité de l'être humain de se transformer, de se construire lui-même, de favoriser cette évolution permanente, intellectuelle, culturelle, biologique, ce fleuve en mouvement qu'est chacun d'entre nous. Il nous faut désormais reformuler le "cogito cartésien" du citoyen du XXI^e siècle et dire, comme je l'ai fait à plusieurs reprises : "je participe, donc je suis". Si je ne participe pas, je suis compté dans les statistiques ou je suis décompté lors des élections, mais je ne compte pas. C'est pourquoi l'éducation est un enjeu - le véritable enjeu, le seul enjeu - vraiment démocratique. Comme nous l'a enseigné la Commission internationale sur l'éducation au XXI^e siècle, présidée par M. Jacques Delors, l'éducation ce n'est pas seulement apprendre à connaître, apprendre à faire ou apprendre à être, mais c'est aussi apprendre à vivre ensemble, donc à construire la Cité, à édifier la Cité du futur.

Je l'ai dit plus haut : il faut par-dessus tout oser aimer. Le principal déficit aujourd'hui n'est pas un déficit économique, c'est un déficit d'amour. Car l'éducation sans l'amour, sans le partage, sans la solidarité avec l'Autre, n'est que poussière et lettre morte, rhétorique, discours et abstraction. Comme le dit le proverbe africain, "l'amour est la seule chose que le partage grandit".

La paix et la démocratie ne se construisent pas en un jour. Elles se construisent tous les jours. La paix et la démocratie exigent notre engagement quotidien en faveur des idéaux et des droits proclamés par la Déclaration universelle de 1948, dont il me semble important, je viens de le dire, que nous célébrions avec éclat le cinquantenaire, non par des mots, mais par des actes. Nous sommes loin d'avoir épuisé tous les enseignements et respecté toutes les dispositions de ce texte phare. Permettez-moi de le répéter - c'est important - il faut, dans toutes les régions du monde, mettre l'accent sur le développement de l'éducation aux droits de l'homme pour tous. Mais les Etats ne devraient pas se tenir quittes une fois toutes les dispositions prises pour que ce texte soit affiché dans toutes les écoles. Encore faut-il qu'ils procèdent à un "examen de conscience" pour bien vérifier que sur leur territoire les droits de l'homme s'exercent pleinement, et qu'ils sont enseignés. Car le meilleur bouclier de la paix et de la démocratie, ce sont des citoyens éduqués et responsables.

(Le Directeur général poursuit en espagnol)

Mesdames, Messieurs,

Au cours des deux dernières années, la paix et la démocratie ont remporté d'importantes victoires, qui ont mis fin à des conflits où des milliers d'êtres humains sont morts pour des causes qui méritaient qu'ils vivent. La vie de millions et de millions de jeunes hommes, de femmes et d'enfants, tel est le prix dont nous avons dû payer la guerre, le conflit, la mésentente. L'UNESCO a activement appuyé la signature d'accords entre la guérilla et le gouvernement guatémaltèques qui ont mis fin à une guerre civile de trente ans et elle s'est attachée à travers différents projets à promouvoir l'édification d'une culture de paix en El Salvador, où elle a bénéficié de la collaboration absolument exemplaire de tous les citoyens, des autorités et de ceux de l'autre bord. Elle a été - et demeure - présente dans la reconstruction de l'Angola, du Mozambique et de la Bosnie-Herzégovine, pays également dévastés par des luttes intestines.

Toutefois, la paix et la démocratie ont également essuyé des revers considérables au cours de cette période. La guerre civile se poursuit en Afghanistan avec des évolutions absolument incroyables en ce qui concerne les droits de l'homme. La violence continue de régner à Sri Lanka comme en Algérie. L'intransigeance et la terreur ont retardé l'application des Accords d'Oslo sur le Moyen-Orient. Les armes ont réglé en Afrique des divergences politiques qui n'auraient dû trouver leur solution que dans les urnes.

Dans le cas du continent africain, les intérêts liés au pétrole et au trafic d'armements ont suscité des guerres civiles, dont la dernière a sonné le glas des pratiques démocratiques qui commençaient de s'appliquer au Congo et semé la mort et la destruction dans tout le pays. Comme c'est presque toujours le cas dans ces conflits, les victimes ont été avant tout les enfants, les femmes, les malades et les vieillards. Ces événements soulignent à quel point il est urgent que la communauté internationale redouble d'efforts en faveur de la paix, de la démocratie et du développement, si elle ne veut pas assister passivement à ce qui se passe et ne devrait pas se passer. Construire ces démocraties, qui commencent leur parcours sous le signe de la souffrance, de l'effort et du dévouement de tant de citoyens, a coûté trop cher pour que nous assistions maintenant sans broncher des événements qui restaurent le cercle vicieux de la sujétion et de la violence !

Ce n'est qu'à travers une stratégie unanime, tendant à promouvoir simultanément les valeurs démocratiques et le développement à visage humain - un développement endogène, durable, respectueux de l'environnement - que pourront être jetées les bases de la coexistence pacifique d'ethnies et de cultures différentes, dans le cadre d'Etats dont les frontières ont été tracées arbitrairement, suivant les intérêts des puissances coloniales, et qui demeurent soumis à des schémas néocolonialistes d'oppression et d'exploitation. Il en va de l'Afrique comme du reste du monde, la paix, le développement et la démocratie y sont les éléments d'un "triangle interactif", dont les sommets se renforcent mutuellement.

Nous ne saurions nous contenter d'enseigner la paix, les droits civiques et la démocratie à l'école. Il n'est de pédagogie que par l'exemple. Nous ne pouvons décevoir chaque jour nos enfants, lorsqu'ils sortent du cadre scolaire.

Les ressources indispensables pour soulager la misère et stimuler le développement de ce quart de l'humanité qui manque aujourd'hui des biens et des services les plus élémentaires continueront d'être hors de notre portée si se maintiennent au même niveau les dépenses d'armements - armements destinés souvent à nous protéger de menaces qui n'existent plus - et si la communauté internationale continue d'accepter l'inacceptable. Dans un discours très récent devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne indiquait liminairement, pour que ce qu'il voulait dire soit bien clair qu'à l'heure actuelle les dépenses d'armements dans le monde, y compris dans les pays en développement, sont démesurées. Il a cité les chiffres en avertissant que tous les besoins sociaux les plus pressants ne sauraient être satisfaits correctement s'il n'y a pas à très bref délai un changement dans les priorités à l'échelle nationale, qui permette de réduire les crédits ainsi consacrés à de grands machins de destruction massive pour les réaffecter à l'éducation, la santé et la nutrition.

Les pays les plus riches de la planète ne sauraient en effet permettre que leurs propres entreprises contribuent à faire des pays pauvres des pays ingouvernables en les livrant aux brusques fluctuations des marchés et des sources de matières premières. De même, ils ne doivent pas tolérer qu'elles détruisent l'environnement par des pratiques commerciales et industrielles qu'ils n'accepteraient pas sur leur propre territoire. En d'autres termes, nous ne

pouvons payer simultanément le prix de la guerre et le prix de la paix. L'UNESCO a pour mission de construire la paix, et si nous voulons y parvenir, il nous faut connaître la réalité afin de pouvoir la changer. Nous devons être en permanence en quête de cette réalité qui se cache derrière la perception et l'information superficielles. Nous devons savoir quelles sont aujourd'hui en réalité les richesses et les ressources naturelles qui appartiennent aux pays en développement. Non, nous ne pouvons payer simultanément le prix de la guerre et le prix de la paix. Il nous faut choisir, et la construction de la paix est la condition *sine qua non* de la préservation de la liberté et d'un développement économique, social et culturel plus équitable et respectueux de l'environnement naturel.

Mesdames, Messieurs,

La mise au point et l'application effective de cette "gestion des biens immatériels" que constituent la prévention, la prévision et l'anticipation, fondées sur la prémisse générale que mieux vaut prévenir les batailles que les gagner, appellent, entre autres conditions, une politique publique ambitieuse à l'abri des discontinuités et des soubresauts électoraux. Seule une vision capable d'articuler le local et l'universel, le proche et le lointain, le court terme et le sens du temps historique peut fournir une base sûre sur laquelle édifier et appliquer des initiatives de cette nature. Ce sont les parlements des pays démocratiques, avec l'appui de l'opinion publique, qui sont chargés d'assurer cette continuité des grands axes d'action de l'Etat.

Pour contribuer à la mobilisation générale qu'impose le passage d'une culture de la guerre fondée sur l'autorité imposée et la puissance à une culture de la paix fondée sur le dialogue et la persuasion, l'UNESCO doit nouer des relations avec tous les segments de la société : représentants des Etats, parlements, municipalités, entreprises publiques et privées, institutions religieuses, associations civiles, organisations non gouvernementales, médias, chanteurs et sportifs connus, forces armées. Tous ensemble, tous ensemble nous y parviendrons certainement.

L'UNESCO a plusieurs tâches à accomplir, qui s'articulent autour d'une seule mission : la paix. Dans cette perspective, elle analyse et cerne les causes profondes des conflits - les asymétries sociales, la pauvreté, l'oppression - et essaie de les prévenir, en vertu de la promesse solennelle par laquelle s'ouvre la Charte des Nations Unies : "Nous, peuples ... résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre".

Dans le cadre de son mandat, l'UNESCO doit mettre en lumière et dénoncer, le échéant, toutes les situations et tous les actes contraires aux normes et aux valeurs morales énoncés avec clairvoyance dans son Acte constitutif. Pour cela, elle doit agir en toute indépendance : aucune influence ni pression ne doit la détourner de l'exercice rigoureux de ses fonctions. Car l'UNESCO est beaucoup plus qu'un Secrétariat, beaucoup plus qu'une institution basée à Paris : c'est un idéal, un idéal universel qui permettra, avec l'aide de tous ceux qui le partagent, de réussir ce grand passage vers lequel tendent nos efforts : le passage d'une culture de la guerre à une culture de la paix. Et elle ouvrira à tous, en particulier aux générations futures, une nouvelle page d'amour et d'espoir. A problèmes énormes, espoirs énormes. Ces espoirs, nous ne pouvons les fonder, Mesdames et Messieurs, que sur les enfants, sur les jeunes, qui sont la source de la vie et la cible première de l'éducation.

Les jeunes sont l'espoir de l'humanité - qu'ils soient ou non d'accord avec notre mode de vie, notre manière de penser, nos objectifs. Quand ils nous regardent avec des yeux où se lisent le désespoir et la tristesse, la déception face à l'incompréhension d'un monde incohérent, étranger et lointain, nous nous rendons compte alors que c'est seulement dans leur regard que nous pourrions trouver la paix, par l'éducation, par un meilleur partage des ressources, par le legs d'un environnement salubre.

Le "droit de l'être humain à la paix" est la prémisse, la condition indispensable. En l'absence de paix, tous les autres droits s'évanouissent. Certains pays se demandent ce que signifie la paix ; c'est logique, parce qu'ils n'ont pas la mémoire de la guerre. Les pays pour lesquels la violence et la guerre sont inscrits dans leur mémoire récente, voire immédiate, ne se demandent pas ce que signifie la paix. Ni le développement ni la démocratie ne sont possibles quand règne la violence et que, selon la formule de la Révolution française, "les lois se taisent". Dans ce silence de désolation et d'abandon, le verbe perd sa fonction première : assurer la communication et relier les êtres humains. N'oublions jamais que notre seule force, c'est la parole !

J'aimerais citer un grand poète, Salvador Espriu, qui a écrit pour les jeunes générations quelques vers que j'ai déjà lus plus d'une fois dans cette salle : "Nous aurons vécu pour sauvegarder quelques mots à votre intention, pour redonner à chaque chose son nom exact", car les mots sont synonymes d'idées et de valeurs, symboles de culture. Chaque langue renferme un trésor de sagesse et de beauté qu'il faut préserver et accroître. Si nous nous acquittons de cette tâche, nous pourrions nous aussi dire un jour à nos enfants et petits-enfants : nous avons vécu pour vous transmettre quelques mots, pour préserver la force unique du verbe. Nous leur aurons laissé en héritage un monde plus juste et plus libre, des sociétés plus à même d'apprécier la richesse de la diversité culturelle et de respecter la dignité de tout être humain ; une humanité capable d'oser et on ose que lorsqu'on est ému, on est humain que pour autant qu'on est ému, que l'on ressent de la compassion, que l'on souffre avec son prochain.

Monsieur le Président, j'en viens maintenant à ma conclusion. Au seuil d'un nouveau siècle et d'un nouveau millénaire, dans un monde dramatiquement uniformisé par l'effet des médias et des menaces transnationales, l'UNESCO apparaît plus que jamais nécessaire car le succès de sa mission signifie la paix. Et comme nous le rappelle l'Acte constitutif même de l'Organisation, cette paix ne saurait être fondée sur les seuls accords économiques et politiques, mais elle doit être établie sur la solidarité, sur les liens intellectuels, sur la force morale indispensable aux nécessaires évolutions de l'humanité.

Ce message limpide ne laisse pas place au doute : seule, l'union autour de quelques valeurs éthiques, clairement définies, nous permettra de convertir la diversité qui est notre plus grande richesse en un faisceau serré de volontés. C'est seulement par la créativité, par la rébellion pacifique et non violente devant l'intolérable et la détermination de mettre en pratique ces grands principes que nous réussirons à élever dans l'esprit des hommes les défenses de la paix et à assurer ainsi un avenir de justice et de liberté aux générations à venir.

Il y a cinquante ans, avec la promulgation de la Charte des Nations Unies, de l'Acte constitutif de l'UNESCO et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'humanité tout entière a souscrit un contrat moral en faveur de la paix et de la sécurité mondiale. C'est ce que représentaient la création de l'Organisation des Nations Unies et la rédaction de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce contrat moral des années 1945 à 1950 a

été fondé sur les principes démocratiques - énoncés dans l'Acte constitutif de l'UNESCO en des termes qui lui sont propres - de liberté, d'égalité, de justice et de solidarité. Ces principes et ces valeurs ont peu à peu disparu et se sont mis à céder la place à d'autres valeurs, ou antivaleurs, telles que l'individualisme, l'élitisme, les intérêts immédiats, le mercantilisme effréné.

Un demi-siècle plus tard et à la lumière des événements passés, il est devenu nécessaire de promouvoir un nouveau contrat moral et social, à l'instar de celui qui nous a permis, il y a cinquante ans, d'éviter une guerre à l'échelle mondiale. Il est notoire que la guerre est aussi aujourd'hui intranationale, et qu'elle est ancrée dans la pauvreté, l'exclusion et l'injustice.

Tous ensemble, jeunes et moins jeunes, sans aucune distinction de race, de croyance, de sexe ou d'idéologie, tous ensemble, proclamons en cet instant même que ce nouveau contrat moral nous permettra, à l'aube du XXI^e siècle, du nouveau millénaire, de dire à nos enfants, lorsque nous croiserons leur regard, que nous avons décidé de leur éviter l'horreur de la guerre et de leur donner la joie de vivre en paix

Je vous remercie.